

Questions orales

• (1440)

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre des Relations extérieures. Aujourd'hui nous avons rencontré plusieurs représentants des organismes non gouvernementaux canadiens qui oeuvrent dans le développement outre-mer.

En mai dernier, la ministre avait pris l'engagement formel qu'il n'y aurait pas de nouvelles réductions des crédits consacrés à l'aide à l'étranger dans le budget de cette année et, qu'en fait, il y aurait une augmentation de l'aide publique au développement, tant en dollars qu'en pourcentage du PNB.

La ministre peut-elle réaffirmer catégoriquement aujourd'hui que les organismes non gouvernementaux du Canada et moi pouvons nous fier à cet engagement et à elle?

[Français]

L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, je voudrais dire à mon honorable collègue que, malgré les préoccupations de ce gouvernement de réduire le déficit qui a eu comme conséquence d'entamer des coupures dans le budget d'aide, l'engagement de ce gouvernement vis-à-vis du développement international n'a pas changé. Je pense que notre crédibilité est plus considérable que les sommes allouées au budget d'aide et, depuis 1984, nous avons démontré avec de nombreuses initiatives l'engagement du gouvernement canadien vis-à-vis des pays du Tiers monde.

Quant à la rencontre à laquelle a fait allusion mon honorable collègue, le secrétaire d'État et moi-même avons aussi rencontré ce matin avec beaucoup de plaisir les représentants des différents ONG. Nous avons, je pense, de part et d'autre, réalisé la nécessité que nous avons d'accroître la sensibilisation du public en fonction d'un appui de leur part vis-à-vis de l'aide aux pays en développement.

Quant à notre position, nous avons également maintenu l'engagement du gouvernement de venir en aide aux pays les plus pauvres.

[Traduction]

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la même ministre. Je n'ai pas l'impression d'avoir obtenu de réponse à ma question.

En mai dernier, la ministre avait déclaré à la Chambre des communes: «L'an prochain, nous recommencerons immédiatement à augmenter le budget d'aide qui croîtra de 800 millions de dollars dans les années à venir. Et cela, monsieur le Président, c'est un engagement ferme.»

La pauvreté dans le tiers monde a des répercussions négatives directes sur l'économie, l'environnement et la sécurité du Canada. Pourquoi le gouvernement conservateur ne peut-il pas nous garantir aujourd'hui qu'il respectera ses engagements envers les pays du tiers monde pour le bien de ces pays et du Canada également?

[Français]

L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, mon honorable collègue fait référence à une chose que j'ai dite l'an dernier. Quant à moi je voudrais faire référence à une réponse donnée le 19 janvier 1981 par le premier ministre libéral d'alors à une question. . .

Une voix: Des promesses, respectez vos promesses!

Mme Landry: . . .vous ne voulez pas entendre ce que j'ai à dire?

. . .à une réponse donnée au député d'Oshawa, face à une préoccupation. . . À ce moment-là, le député d'Oshawa demandait au chef du parti libéral, face à l'engagement qu'avait pris le parti libéral, vers le point 5 et le point 7, et je cite le premier ministre d'alors qui a dit:

Le député prétend qu'en ce qui concerne le taux d'aide que j'avais fixé pour notre pays, nous n'avons pas progressé depuis 1975. Il a raison, en effet!

Monsieur le Président, je crois que le parti libéral n'a pas le monopole de la compassion.

[Traduction]

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, dans sa réponse à la question précédente, la ministre des Relations extérieures a parlé de la crédibilité du Canada. Je voudrais poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question concernant la crédibilité du Canada et la sienne.

Il me semble que ce qui est en jeu si l'on réduit davantage notre aide extérieure au développement, c'est la crédibilité du Canada en tant que pays qui s'est engagé à favoriser le développement international ainsi que celle du secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui se doit de préserver cette réputation.

Je demande au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il est prêt à déclarer maintenant qu'il ne cédera pas à la tyrannie des esprits étroits du ministère des Finances et qu'il défendra la réputation du Canada en tant que